

Brève réflexion sur le catalogue des idées reçues

L'introuvable « société civile » dans la Chine post-maoïste

Concernant la Chine, il est banal, en Europe, de prétendre déceler les prémises de la société civile dans la modernisation du capital. Laquelle, déchaînant les forces incompressibles du marché échappant de plus en plus au contrôle du Parti, favoriserait l'apparition de couches urbaines inconnues jusqu'alors, les fameuses classes moyennes, porteuses, aux dires des républicains, de « l'idéal de la démocratie ». Le schéma, déterministe en diable, a de quoi séduire. Par malheur, il repose sur l'interprétation idéalisée de l'histoire de l'ascension de la bourgeoisie au pouvoir, en Occident, refoulant ou brisant, comme en France, la puissance de la noblesse, déjà mise à mal par les monarchies administratives centralisées. Or, la seule société civile qui n'ait jamais existé est celle qui est apparue en Europe, au cours de la désagrégation de la féodalité. C'est la société bourgeoise en gestation, à partir des villes franches, associées pour créer, par-dessus le pouvoir des féodaux, des guildes comme La Hanse, société déjà suffisamment puissante pour posséder des places fortes dans les domaines du commerce, de la banque, de l'industrie et parfois de l'agriculture, mais qui doit encore accepter que le pouvoir d'Etat lui échappe, en totalité ou en partie.

Plaquer de tels schémas sur l'évolution actuelle de la Chine, sous prétexte que dans « socialisme de marché », il y a aussi « marché », relève de l'imposture. Braudel rappelle, dès les années 1950, qu'il n'y a pas eu de villes franches dans la Chine impériale, donc pas de guildes d'artisans, de marchands, etc., pouvant agir hors du contrôle du corps mandarin. Ce qui concernait aussi bien les marchés intérieurs que les marchés extérieurs, des routes maritimes aux caravanes d'Asie centrale. Les principales manufactures, à commencer par celles de la soie, étaient propriétés d'Etat. Les villes étaient les sièges des mandarins, les délégués provinciaux du pouvoir central qui surveillaient et contrôlaient les activités organisées par quartiers, et châtaient, si nécessaire avec la plus extrême sévérité, les propriétaires qui prenaient leurs aises avec les directives impériales. Il n'y a donc pas eu de gestation de la bourgeoisie, au sens de classe prenant, directement ou indirectement, le contrôle de l'Etat. Elle n'a commencé à apparaître qu'après la décomposition de la dernière dynastie, celle des Qing, et encore elle agissait plutôt dans l'ombre des puissances impérialistes que de façon autonome. Elle fut remise à la niche dans la décennie qui suivit la prise du pouvoir par le Parti.

Par suite, il est absurde d'assimiler l'enrichissement relatif de groupes urbains qui, grâce à leurs emplois, à leurs relations et à leurs revenus, vivent mieux que la masse des laissés pour compte du « socialisme de marché », par exemple en achetant leurs appartements, en prenant des vacances au loin, à la naissance de quelque nouvelle bourgeoisie ayant entamé l'ascension vers le sommet du pouvoir, aussi introuvable que la société civile qu'elle est censée représenter. Les prétendus bourgeois des grandes villes savent bien que leurs affaires, même lorsqu'ils n'ont pas eu besoin de l'aval du Parti pour les créer et qu'ils n'en sont pas membres, dépendent de lui pour leur survie, ne parlons même pas de leur extension. Lorsque Xi Jinping, secrétaire général du Parti et président de la Commission militaire centrale, dont la fortune personnelle officielle atteint 500 millions de dollars, rappelle que dans « socialisme de marché, il y a socialisme », il exprime sans fioriture qu'il n'est pas question de partager la puissance et le capital que le Parti détient car il est le maître de l'Etat, il a le pouvoir. Il faut appartenir à la catégorie des incurables démocrates européens pour ne pas le comprendre. Les Chinois, eux, ont saisi le sens du message, y compris les membres de la prétendue société civile. Marché oblige, pour en être devenues plus souples, les relations d'allégeance au Parti n'en existent pas moins et n'en sont pas moins lourdes d'autrefois lorsqu'il est nécessaire de rappeler à l'ordre ceux et celles, même propriétaires, qui oublient les règles du jeu, et qui est le maître du jeu.

Je ne préjuge pas de l'évolution future de la Chine. Par contre, dans la période actuelle, je ne vois pas apparaître les tendances que les démocrates d'ici croient entrevoir. Les couches urbaines restreintes qui, aujourd'hui, bénéficient du « socialisme de marché » à des degrés divers, sont certes attachées à des styles de vie et des valeurs qui n'ont plus grand chose à voir, pour ne pas dire rien, avec ceux et celles portées par les populations urbaines d'hier, composées alors principalement d'ouvriers et d'employés d'entreprises d'Etat ou d'entreprises collectives, aujourd'hui restructurées ou même liquidées. Populations, parfois en retraite ou au chômage, qu'elles considèrent comme des multitudes ayant « perdu la face », objet de mépris face à leur propre « réussite ». Attitude qui révèle que pour en être modernistes, ces couches n'en partagent pas moins les valeurs dégueulasses de l'ancienne société chinoise, le fric jouant le rôle autrefois attribué à la position. De toute façon, liées par mille liens visibles et invisibles aux promoteurs du « socialisme de marché », elles ne peuvent pas constituer des forces contestataires, sans même parler de forces subversives. Au maximum, elles peuvent renâcler si elles subissent des pertes en cas de crise et si leurs progénitures n'accèdent pas à des fonctions valorisantes. En partie, elles sont constituées d'anciens contestataires de l'époque de Tian Anmen. Ils voulaient alors, du haut de leur morgue néo-mandarinale, devenir les conseillers du prince, utilisant et domptant le malicieux dragon insurgé. Faute de mieux, ils sont devenus des affairistes. Voilà qui devrait faire réfléchir les « révolutionnaires » qui, en Europe, espèrent que leurs héritiers, partageant en général les mêmes valeurs, pourraient devenir plus radicaux. Ce qui est certes possible, mais à titre individuel. ■

Lao She (Vieux Serpent)